

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 106 - VENDREDI 20 MAI 2011

LE MERLE MOQUEUR

« En même temps, ça peut être intéressant d'étudier l'économie d'une prison : voir quels postes budgétaires on peut gratter sans pour autant écorner le train de vie de la direction, se mettre en cheville avec les agences de notation, vendre le travail des détenus à des multinationales, faire en sorte qu'ils travaillent plus pour que le pénitencier gagne plus, etc. » ●

AGENDA MILITANT

- **23 Mai**
- Paris [Conférence de presse D'ailleurs nous sommes d'ici](#)
- **24 Mai**
- Bondy [Pourquoi l'abstention ?](#)
- Paris [Dieu nous a pas fait naître avec des papiers](#)
- **26 Mai**
- Saint-Denis [Débat-Concert avec ZEP : Lutter contre le racisme](#)
- Paris [Actualité de Rosa Luxemburg](#)
- **27-28-29 Mai**
- Athis de l'Orne [réinventons le travail](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

- **Initiatives politiques**
Aquitaine/Midi-Pyrénées [Urgence d'un front unitaire](#)
- **Monde**
[Pour Mumia Abu-Jamal](#)



Colère = Action

Du déficit chronique d'alternative aux joutes politiciennes qui dominent l'actualité, des multiples affaires (rapidement étouffées) à l'hideux spectacle qui nous parvient de New-York, l'évolution du paysage politique au fil des mois ressemble à une descente aux enfers.

Il n'est plus temps de se demander si notre démocratie libérale est minée : elle l'est de toute part, non par désintérêt des citoyens par rapport au politique mais par crise d'un système institutionnel et partisan épuisé, et par disqualification d'une partie de ses acteurs qui veulent à n'importe quel prix conserver leurs pouvoirs. La place du mensonge et des manipulations, dont les révélations de Wikileaks ne sont qu'une petite partie mise en lumière, va avec l'existence d'une caste politique étrangère aux exigences démocratiques contemporaines.

Le président directeur général de la France joue de cette situation calamiteuse, espérant en tirer profit pour apparaître comme un facteur de stabilité - et un bon papa -, alors même qu'il est le chantre de la fuite en avant libérale et du détricotage de tout ce qui fait société.

Dans cette situation, la gauche apparaît ces jours-ci pathétique et désarmée, pétrifiée entre les renoncements idéologiques des uns et l'incapacité à se transformer, à faire preuve d'audace, des autres. Lorsqu'on touche le fond de la piscine, on peut espérer donner un coup de pied, rebondir, mais aujourd'hui le fond lui-même semble se dérober.

Si nous sommes nombreux à vivre un fort sentiment d'accablement, nous ressentons aussi que peut émerger de cette situation un puissant désir de changement. L'état calamiteux des services publics, la croissance vertigineuse des inégalités, l'ampleur des discriminations, l'impossibilité évidente que les enjeux écologiques soient réellement pris en compte au sein du système libéral nous appellent à la colère. Comme le disait Act Up dans les années 90, COLERE = ACTION.

Nous voudrions adjoindre à la colère des éléments d'analyse, d'alternative et de débat sur les choix de société. Dans ce numéro, nous proposons une contribution des Communistes unitaires sur la convergence fondamentale entre le combat écologique et le combat anthropologique, sur l'avenir énergétique de la planète et sur le nucléaire.

● GILLES ALFONSI

Après Cancun, après Fukushima

La cause écologique et la cause humaine ensemble

Cerises publie le résultat d'un travail de l'Association des communistes unitaires (ACU) sur la question énergétique mondiale et l'avenir du nucléaire.

« **R**ien ne sera plus comme avant la catastrophe nucléaire de Fukushima », avons-nous dit avec

beaucoup d'autres, alors que le monde entier découvrait en temps réel l'absence de maîtrise par l'entreprise japonaise Tepco des conséquences du tsunami sur ses centrales nucléaires. Pour que cela ne soit pas seulement une formule choc, nous devons dire non seulement ce qui, pour les Communistes unitaires, ne « doit plus être comme avant », mais apporter une contribution aux enjeux et problèmes posés par l'avenir énergétique, d'une part en les resituant dans le cadre des enjeux généraux auxquels l'humanité doit faire face, d'autre part en formulant une position sur l'avenir du nucléaire.

Quel avenir énergétique ?

L'énergie représente à la fois un symptôme et l'une des causes centrales de la crise à laquelle nous sommes confrontés. Tout le développement économique, social, notre organisation spatiale, nos relations aux pays du Sud sont conditionnés par le rapport que nous entretenons avec son mode de production, son approvisionnement. Et si le réchauffement

climatique est un problème qui semble à certains lointain et peu appréhendable, le choix du type d'énergie, l'accès à l'énergie, son prix sont des questions

Notre premier parti-pris est de choisir une approche globale de la question énergétique, et non de se centrer sur telle ou telle énergie, et sa critique. Les approches qui abordent séparément les différentes énergies ne permettent pas de traiter les questions essentielles auxquelles nos sociétés sont confrontées.

quotidiennes pour tout un chacun. Le développement de nos sociétés industrielles est notamment fondé sur l'utilisation d'une très grande quantité d'énergie et, par voie de conséquence, sur la croissance illimitée de son empreinte écologique. Nous savons depuis un certain temps que le modèle capitaliste n'est pas du-

nable à long terme. La nouveauté est que nous découvrons de plus en plus qu'il ne l'est pas davantage à très court terme. Non seulement parce que ses conséquences écologiques ont commencé à se faire ressentir mais également parce qu'il radicalise et renouvelle la question des inégalités sociales.

Notre premier parti-pris est de choisir **une approche globale de la question énergétique**, et non de se centrer sur telle ou telle énergie, et sa critique. Les approches qui abordent séparément les différentes énergies ne permettent pas de traiter les questions essentielles auxquelles nos sociétés sont confrontées : la question de l'accès de tous les êtres humains à l'énergie, enjeu majeur pour le développement car il conditionne l'accès aux droits fondamentaux - logement, santé, mobilité - ; la question de la préservation de la planète. De plus, se focaliser sur telle ou telle ressource énergétique, ses avantages et ses défauts, conduit à omettre que ces avantages et ces inconvénients sont relatifs, qu'ils méritent d'être comparés, objectivés, en les mettant à l'épreuve de l'avis des citoyens, au lieu de s'en remettre aux paroles d'experts (fussent-ils « alternatifs », et même si les contre-expertises sont ●●●

●●● précieuses). Enfin, en choisissant un niveau de généralité large, il s'agit de se donner les moyens d'associer des objectifs qui, sinon, seraient - ou apparaîtraient comme - contradictoires.

Prenons quelques-unes de ces oppositions réductrices, voire simplistes, qui ne nous conviennent pas :

- La possibilité de produire des quantités importantes d'énergie par le solaire, l'éolien et la biomasse OU au contraire le constat que ces énergies ne permettent pas de satisfaire les besoins massifs d'énergie, par exemple pour les transports ou l'industrie.

Il faut à la fois considérer que des quantités importantes d'énergie peuvent être produites par le solaire, l'éolien et la biomasse, et qu'il est néanmoins nécessaire de répondre aussi aux besoins massifs de certains secteurs, par le recours à d'autres énergies ;

- Le plaidoyer pour une « réduction des besoins », à travers la sobriété au Nord et au Sud, OU celui soulignant la légitimité d'un développement important de la production et de la consommation d'énergie pour des centaines de millions de citoyens qui en sont aujourd'hui privés.

Il faut à la fois considérer que la notion de besoin énergétique doit être revue, pour rompre avec le cycle actuel de surconsommation et surproduction, et prendre en compte là aussi que des besoins massifs devront être pris en charge ;

- La croyance en une toute-puissance des sciences et des techniques, en une mécanique implacable du « progrès » OU la sous-estimation des révolutions scientifiques et techniques actuelles et envisageables.

Il faut à la fois réfuter les fantasmes sur l'infinité des possibilités scientifiques et techniques, s'appuyer sur les avancées parfois inimaginables (au sens propre) de la recherche (une recherche non tribulaire des intérêts des actionnaires, appuyée sur la recherche fondamentale), et surtout mettre les avancées scientifiques

et techniques au service de l'être humain et de son monde ;

- La démonstration des dangers liés à l'atome OU celle de la sûreté des centrales, conduisant mécaniquement soit à considérer que l'existence d'un accident appelle la fermeture de toute la filière nucléaire, soit à souligner qu'un accident (ou deux, ou trois) confirment (seulement) l'enjeu d'une maîtrise publique (comme si le seul statut d'une entreprise garantissait la qualité de ses choix) etc. Il faut à la fois souligner la gravité des accidents, dénoncer le mythe d'une sûreté à 100 % des centrales, et considérer que la maîtrise publique - à réinventer - du secteur du nucléaire détermine

**Une politique
énergétique mondiale
doit nécessairement
prendre à son compte les
objectifs écologiques
et sociaux mondiaux,
au premier rang desquels
la lutte contre l'effet de
serre et les dérèglements
climatiques d'une part et
la nécessité de sortir des
milliards d'êtres humains
du sous-développement
et de promouvoir l'égalité
entre tous les êtres humains
d'autre part.**

fortement le niveau de sûreté, la privatisation rampante du secteur constituant une source majeure de fautes irresponsables, voire criminelles (ainsi le noyage des réacteurs de la centrale de Fukushima aurait permis, selon les spécialistes, d'éviter le pire, mais il aurait fallu que Tepco fasse son deuil d'une utilisation future des réacteurs à laquelle elle a dû

renoncer de toutes façons).

Il ne s'agit pas de se réfugier dans un relativisme incapable d'établir des choix, des priorités. Il s'agit de mettre en forme une vision globale, à l'image des scénarios de type « Négawatt », qui propose rien moins qu'un projet énergétique pour l'humanité - avec la difficulté d'une telle élaboration, dont nous soulignons le mérite. Cette vision sera évolutive, en lien avec les connaissances et les questions nouvelles qui ne manqueront pas de se poser et en lien avec les avancées du débat public.

Un projet énergétique doit prendre en compte :

- les besoins de développement de l'accès à l'énergie, en même temps qu'il promeut la sobriété énergétique (production, consommation, modes de vie). La transformation des modes de développement - qui nécessite un dépassement du capitalisme - constitue un enjeu de changement culturel que le volontarisme militant, d'une part, et la seule responsabilité individuelle, d'autre part, ne suffisent pas à opérer ; même si l'urgence est incontournable, il faut s'inscrire sur le temps long ;

- le développement des énergies renouvelables, répondant notamment à des besoins locaux et régionaux substantiels, qui ne s'oppose en rien aux besoins d'une production énergétique importante par exemple pour le fonctionnement des grandes infrastructures de transports ;

- le fait qu'il n'existe pas d'énergie « sûre à 100 % » et que les conditions de production et de consommation ont un impact considérable sur les risques.

Elargissons encore notre approche.

Des enjeux écologiques et anthropologiques

Une politique énergétique mondiale doit nécessairement reprendre à son compte **les objectifs écologiques et sociaux mondiaux**, au premier rang desquels la lutte contre l'effet de serre et les ●●●

●●● dérèglements climatiques d'une part et la nécessité de sortir des milliards d'êtres humains du sous-développement et de promouvoir l'égalité entre tous les êtres humains d'autre part. Une telle approche, prenant pleinement en compte ces deux dimensions, est sinon rare (1), du moins trop peu partagée.

L'enjeu de la lutte contre l'effet de serre est devenu aujourd'hui un objectif mondial, mais les sommets internationaux ont des résultats très insatisfaisants. Les rapports de force demeurent défavorables à la cause écologique.

Ensuite : au mieux, la plupart du temps, ne sont considérés que les effets du réchauffement, les dégâts des dérèglements climatiques, les conséquences en termes de migrations de populations par exemple. Mais ne sont pas traitées toutes les autres dimensions : celle d'un accès égal à l'énergie, celle de l'égalité tout court, celle du développement humain. Ce sont là des enjeux de dépassement du système économique et social (le capitalisme). Il ne suffit pas de parler de droit à l'énergie, car ce droit est-il celui de gâcher de l'énergie ou la possibilité d'accéder à l'énergie pour vivre mieux, pour s'émanciper ?

Partisans de l'émancipation, nous pensons que la mobilisation mondiale doit définir des objectifs sociaux ambitieux, en rupture avec toutes les dominations qui régissent les rapports sociaux. C'est ici qu'une approche communiste est non seulement légitime mais nécessaire : le monde tel qu'il est, avec ses inégalités abyssales entre les individus,

les classes sociales et les sociétés, dans l'accès à l'énergie comme dans tous les champs de la vie sociale, n'est pas vivable ; le statu quo n'est pas possible ; l'enjeu n'est pas de revenir à une situation antérieure qui aurait été plus positive, mais de sortir de la préhistoire de l'émancipation.

La convergence entre la cause écologique et la cause humaine est notre parti-pris, faute de quoi on choisirait soit de

La convergence entre la cause écologique et la cause humaine est notre parti-pris, faute de quoi on choisirait soit de sacrifier l'avenir de la planète monde, avec un « progrès » aveugle aux conséquences de modes de production et de consommation (la dilapidation des ressources naturelles, l'effondrement de la biodiversité), soit de renoncer à tout projet d'émancipation.

sacrifier l'avenir de la planète monde, avec un « progrès » aveugle aux conséquences de modes de production et de consommation (la dilapidation des ressources naturelles, l'effondrement de

la biodiversité), soit de renoncer à tout projet d'émancipation.

Or, aucune vision partielle – « pour » ou « contre » le nucléaire, les énergies renouvelables, les énergies fossiles - ne contribue en elle-même à concilier la cause anthropologique et la cause écologique. Il dépend de nous, par exemple, que les énergies renouvelables ne soient pas seulement un nouveau marché du capitalisme vert, mais un pas vers l'auto-gestion dans l'accès à l'énergie, contre la marchandisation de tout. Or, l'actuel effet d'aubaine idéologico-commerciale fait que des énergies dites propres peuvent être consommées sur le mode le plus dispendieux, celui du gâchis. Le développement actuel du secteur des énergies renouvelables se réalise pour l'essentiel dans les conditions habituelles du libéralisme économique, comme pour la production et la consommation de n'importe quels biens et donc contre l'idée de biens communs de l'humanité, qui se situe dans une logique de rupture avec la domination du Capital et qui contribue à engager l'humanité sur une voie post-capitaliste.

De nombreuses pistes existent qui permettent d'espérer, que ce soit du côté des sciences de la terre (géothermie, marées...), de la chimie (valorisation du CO₂), des biotechnologies (microalgues, biomasse etc.). Cependant, il faut s'interroger sur le bilan carbone de certaines productions réputées propres et souligner les enjeux de recherche en matière d'efficacité énergétique, de stockage, de transport et de nuisances. De son côté, l'énergie hydraulique constitue une ressource considérable, dont les atouts sont solides (faiblement polluante, ●●●

(1) "Le contraste est insoutenable entre le sort de la cause humaine et celui de la question écologique. Quoi qu'on ait à dire sur la pensée verte et l'écologie politique, on conviendra sans réticence que des décennies d'efforts pour faire prendre conscience des périls mortels encourus par la planète, donc par l'humanité, ont été justifiés, méritoires, bénéfiques et si l'on est encore bien loin de compte, la cause écologique est entrée en action. L'incroyable est que rien de tel ne se soit encore produit pour la cause anthropologique, du moins qui corresponde à sa taille tout aussi gigantesque. La liquidation accélérée des solidarités sociales serait-elle moins grave que la fonte des glaciers polaires, et ne nous menace-t-elle pas d'inondations aussi ravageuses ? La contamination des consciences par le primitivisme de l'évaluation monétaire universelle est-elle plus supportable que la pollution de l'atmosphère ? Epuiser les ressources humaines pour une décimale supplémentaire du taux de profit n'enferme-t-il pas dans la même impasse qu'épuiser les ressources minières ? Rendre la vie invivable appelle-t-il moins à s'insurger que rendre la planète inhabitable ? En vérité ces deux causes immenses sont intimement connexes : si l'irresponsable saccage de la planète compromet la survie de l'humanité, l'irresponsable saccage de l'humanité prive d'innombrables énergies la sauvegarde de la planète. C'est à tous égards de première urgence historique : il faut sauver la planète-homme. (Lucien Sève, «L'homme» ?, Editions La Dispute).

●●● souple), mais elles posent plusieurs questions : celle du sort des populations des territoires où sont construits les barrages (par exemple les gigantesques barrages chinois et brésiliens) ; celle de la maintenance et du contrôle des barrages exploités, au regard de l'augmentation des risques sismiques et du vieillissement des équipements. Comme pour d'autres énergies (dont le nucléaire), cela suppose de mobiliser immédiatement et de provisionner dans la durée des moyens financiers importants, en contradiction avec le mode de gestion capitaliste qui ne cesse de chercher à éviter que le capital soit "improductif" ou "stérilisé".

L'exploitation des énergies fossiles engendrant l'augmentation de la teneur en carbone dans l'atmosphère constitue une dilapidation de l'essentiel des ressources fossiles accumulées sur une très longue durée (les temps géologiques). Résultat : les réserves actuellement prouvées de gaz et de pétrole sont d'environ 80 ans. Il faut donc d'ores et déjà préparer une énergie décarbonnée. Ici s'impose une idée simple, que l'on passe souvent sous silence lorsqu'on se focalise uniquement sur l'énergie nucléaire : il est incontournable de diminuer l'exploitation et la consommation des énergies fossiles – pétrole, gaz et charbon – dont l'utilisation constitue la principale source de rejets de gaz à effet de serre (GES). Cela nous conduit à un nouveau parti-pris : **aucune alternative énergétique digne de ce nom n'est valable si la transition énergétique n'a pas pour axe principal la réduction des émissions de GES et des émissions polluantes (oxyde d'azote, oxyde de soufre, particules) liées aux énergies fossiles.**

Rien ne serait pire que de concevoir une politique énergétique tournée vers l'unique satisfaction des besoins immédiats, sans prendre en compte pleinement l'enjeu de limiter fortement et rapidement les GES. Certaines industries dont la production se caractérise par la forte émission de GES préparent aujourd'hui la relance de leur business, espérant tirer profit des difficultés du secteur nucléaire.

Nous sommes hostiles à l'abandon des objectifs de réduction des GES au nom d'un changement de priorité qui consisterait à accorder une priorité à la sortie du nucléaire.

Nous sommes donc critiques par rapport aux propositions formulées pour une sortie du nucléaire en cinq ans, qui impliquerait que « *les énergies fossiles servent à assurer la transition d'une production d'électricité dont l'origine est à 78 % nucléaire en 2008, vers une production d'électricité principalement issue des énergies renouvelables à*

Rien ne serait pire que de concevoir une politique énergétique tournée vers l'unique satisfaction des besoins immédiats, sans prendre en compte pleinement l'enjeu de limiter fortement et rapidement les GES. Nous sommes hostiles à l'abandon des objectifs de réduction des GES au nom d'un changement de priorité qui consisterait à accorder une priorité à la sortie du nucléaire.

terme » (Réseau sortir du nucléaire). De même, nous savons qu'une sortie du nucléaire en dix ans est irréaliste sans une augmentation considérable de la part du fossile dans la production d'électricité. La logique même de RSN consistant à augmenter la part des énergies fossiles dans la production totale d'électricité de 9,8 % en 2006 à 59 % en cinq ans ou à 32,2 % en dix ans, pour réaliser l'objectif d'un nucléaire à 0 % est très problématique.

Nous réfutons donc l'opposition entre la lutte contre le réchauffement climatique et celle pour la sortie du nucléaire. Et nous nous inquiétons des oppositions entre écologistes qui privilégieraient l'un

ou l'autre de ces combats. **Dans un projet d'émancipation, il n'y a pas d'alternative à la convergence de ces combats, mais au contraire enjeu à les associer car ils participent fondamentalement au même objectif de dépassement d'un système fondé sur l'appropriation par des intérêts privés des biens qui devraient être communs.**

Un autre aspect global concerne l'avenir du nucléaire en général (et non seulement le secteur de l'électricité nucléaire).

Nous savons que la gestion du nucléaire est une nécessité incontournable. D'abord, il en existe des usages utiles et nécessaires, particulièrement en matière de santé. On sait bien qu'aucun de ces usages n'est dénué de dangers, mais il existe bel et bien des usages dont il faut prévoir la continuité, en limitant les risques par des efforts de recherche substantiels. Ensuite, d'ores et déjà, le démantèlement des centrales nucléaires et la gestion des déchets sur de très longues périodes sont des obligations. Il n'y aura pas de disparition de la gestion du nucléaire de la surface de la terre.

Un débat est engagé concernant le nucléaire de fusion - à l'image de la réaction lumineuse et calorifique produite par le soleil et les étoiles dans l'univers -, à partir de l'hypothèse qu'il pourrait s'agir d'une des réponses aux questions énergétiques mondiales, sans risques de catastrophes type Tchernobyl ou Fukushima et sans produire de déchets radioactifs à vie longue. Bien qu'il n'existe pas de garantie d'aboutir à la maîtrise scientifique et technologique de la fusion nucléaire, rendant possible la production industrielle d'énergie, et bien qu'un tel projet représente un investissement considérable, faut-il renoncer à toute recherche ou soutenir un projet fédérateur, d'échelle planétaire, comme celui d'ITER ? On est sûr, au moins, que cela devrait encore une fois relever d'un véritable débat public et d'un choix transparent, et qu'un tel projet ne devrait pas conduire à renoncer aux autres champs de recherche énergétique.

Un autre aspect est l'enjeu de la ●●●

●●● disparition du nucléaire militaire, c'est-à-dire de l'actuelle capacité de destruction de la planète et des hommes par les armes atomiques. Là encore, la cause écologique et la cause anthropologique sont entièrement liées, interdépendantes, sans que l'une ne l'emporte sur l'autre. Débarrasser l'humanité de l'arme atomique, objectif qui est lui-même à relier à celui plus général du désarmement mondial, est un objectif fondamental d'une politique d'émancipation. Il s'agit de bannir la violence guerrière des rapports mondiaux. Il est incompréhensible que cet enjeu - lui aussi en bonne part un enjeu anticapitaliste - ne soit pas pleinement porté et considéré comme partie intégrante du combat pour l'émancipation, au lieu d'être comme aujourd'hui traité à part des autres exigences.

Enfin, il faut considérer la temporalité dans laquelle nous devons situer notre action. La question n'est pas de choisir entre le temps court, le moyen terme et la longue durée. Elle est de situer notre action à la fois :

- sur le temps court des urgences qu'il est nécessaire et possible d'affronter sans délai – fermetures des centrales nucléaires anciennes, accélération des budgets de recherche, fondamentale et appliquée, investissements dans la sûreté des installations, recrutement de salariés dans le secteur public pour en finir avec les sous-traitances au secteur privé – ,

- sur le moyen terme de la montée en charge de programmes par exemple pour modifier l'habitat, favoriser les transports en commun (en substitution à l'usage de la voiture), reconvertir les productions nuisibles à l'environnement,

- et sur la longue durée d'une transformation des modes de productions et de consommations, des pratiques culturelles.

Cela n'empêche pas qu'il soit possible, individuellement et collectivement, de modifier habitudes et pratiques, ou que des ruptures et des changements puissent être accélérés. Mais il faut dire que les scénarios qui envisagent une transition énergétique sur cinq ou dix ans ne sont pas crédibles. En cinq ou dix ans, il

est possible d'engager un processus, il n'est pas possible de le mener à bien. La politique consiste non pas seulement à gérer l'actualité et l'urgence, mais à ouvrir aujourd'hui de nouveaux possibles.

L'énergie nucléaire

Abordons l'avenir de l'énergie nucléaire. Elle a pour elle des atouts : une production importante d'électricité, à des coûts relativement réduits (même si cette affirmation est à nuancer, si l'on inclut - ce qui est légitime - les coûts considérables de démantèlement des centrales) ; elle réalise cette production avec peu de matière première (mais cette matière première est extraite dans les conditions

**Débarrasser l'humanité
de l'arme atomique,
objectif à relier à celui plus
général du désarmement
mondial, est un objectif
fondamental d'une politique
d'émancipation. Il est
incompréhensible que cet
enjeu ne soit pas pleinement
porté et considéré comme
partie intégrante du combat
pour l'émancipation, au lieu
d'être comme aujourd'hui
traité à part des autres
exigences.**

habituelles de domination du Nord sur le Sud, principalement le Niger en ce qui concerne la France).

Mais elle comporte deux dimensions problématiques :

- Le premier est le risque d'accident nucléaire. Après Three Miles Island en 1976 et Tchernobyl en 1986, Fukushima vient de montrer non seulement que ce risque n'est pas nul, contrairement au mythe entretenu par l'industrie nucléaire d'une sûreté des installations à 100 %. Il convient de prendre la mesure des conséquences des accidents nucléaires.

Dans le cas de Tchernobyl, des milliers de décès (selon l'ONU et l'OMS), voire des centaines de milliers (selon d'autres sources), sont attribuables aux retombées de l'accident à travers le monde. Sur ce premier point, il faut faire le deuil de l'utopie techniciste ou de la croyance en une sûreté totale, et à partir de là s'inquiéter des conditions d'exploitation du nucléaire les meilleures possibles : nationalisation du secteur et "sanctuarisation" hors du domaine marchand, participation des salariés et des citoyens à la gestion et aux décisions ; rôles des Etats et des organismes publics internationaux, statut des salariés... ;

- Le second risque concerne le traitement et la gestion des déchets, d'ores et déjà légués aux générations futures (environ 400 tonnes non retraitées chaque année en France selon l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, IRSN). Notons que ce problème se pose aussi pour les déchets radioactifs sans lien avec la production d'électricité (un millier de producteurs en France, en lien avec les activités hospitalières – scintigraphie, radiothérapie, étude des gènes – notamment). Ajoutons enfin que la récurrence des "incidents" dans des centrales, dont les impacts sont toujours minorés ou reconnus tardivement, est une préoccupation importante.

Pour l'Association des communistes unitaires, l'énergie nucléaire a deux talons d'Achille.

Le premier concerne la gestion des déchets, fardeau légué aux futures générations dont nous ne savons pas si elles seront en mesure demain de les traiter et, en attendant de savoir les traiter (ou qu'ils épuisent leur nocivité), de les sécuriser sans accident. La question de la mémoire des déchets sur la très longue durée est une dimension que les spécialistes ne savent pas traiter, la notion de protection « passive » (ne reposant pas sur des contrôles à assurer par les générations futures) étant sujette à caution.

L'IRSN indique : « *Pendant quelques dizaines d'années, la surveillance des sites sera fondée sur des contrôles, sur la maintenance des dispositifs de stockage et leur amélioration le cas échéant, ●●●*

●●● ainsi que sur des restrictions d'usage. Lorsque la stabilité du site sera avérée, les interventions de maintenance seront progressivement réduites mais les restrictions d'usage toujours appliquées pendant quelques centaines d'années. La très longue période des radionucléides présents dans les résidus (75 000 ans pour le thorium 230 et 1600 ans pour le radium 226) ne permet pas de compter sur la décroissance radioactive pour réduire le danger que représentent ces déchets. Au-delà de quelques centaines d'années, la surveillance du stockage ne peut plus être garantie. Des défaillances pourront alors concerner l'intégrité du stockage. Il importe d'évaluer le risque et de prendre en compte les événements qui pourraient dégrader les dispositifs de stockage, notamment l'altération minéralogique des résidus, l'érosion et d'éventuelles interventions humaines » (Les livrets de l'IRSN, « Les déchets radioactifs »).

Le second talon d'Achille concerne, non pas le risque d'accident lui-même, mais la transparence et la démocratie. Nous pensons concevable *théoriquement* qu'au terme d'un véritable débat public, une société fasse le choix de recourir à une énergie - telle l'énergie nucléaire - comportant des risques : assumant une part de risques (dont on peut imaginer qu'elle s'efforcera de limiter la possibilité, par exemple en sanctuarisant le statut public du secteur concerné). Mais nous constatons que, *dans la réalité*, le nucléaire n'a jamais fait l'objet d'un débat public digne de ce nom ; il a été de fait imposé à la société, par exemple en mars 1974 par l'annonce de la mise en route de nombreuses nouvelles centrales (Plan Mesmer), généralisant le recours à l'énergie nucléaire, sans même un débat parlementaire. Nous constatons que les progrès réels accomplis au cours des dernières années en matière d'informations sur les incidents ne remplissent pas le cahier des charges d'une appropriation citoyenne du débat et d'un choix démocratique.

Ce second talon d'Achille justifie à lui seul un moratoire sur la construction de nouvelles centrales et sur le prolon-

gement des vieilles centrales (qui doivent être arrêtées), sur les recherches lorsqu'elles ne sont pas dédiées à la sûreté, sur la commercialisation du savoir faire français etc. Cependant, **c'est au titre du premier - le problème du leg des déchets - que nous pensons légitime de décider un arrêt progressif du nucléaire, en parallèle de la sortie des énergies fossiles et dans des conditions que nous allons maintenant formuler.**

Quels choix énergétiques généraux ?

A plusieurs reprises, nous avons évoqué la nécessaire prise en compte de l'ampleur des besoins énergétiques à satisfaire, ce qui n'empêche pas du tout de faire émerger une autre conception de la notion de « besoins », pour rompre

Les deux talons d'Achille du nucléaire civil sont la gestion des déchets et le manque de démocratie et de transparence. C'est au titre du premier - le problème du leg des déchets - que nous pensons légitime de décider un arrêt progressif du nucléaire.

avec la croissance immodérée de la production et de la consommation, et des politiques de sobriété, qui joueront un rôle majeur pour la maîtrise du problème énergétique.

Les Communistes unitaires soutiennent le projet d'une transition énergétique visant à remplacer simultanément les énergies fossiles et l'énergie nucléaire par des énergies renouvelables et alternatives, limitant les risques pour les individus comme pour la planète. Cette sortie du fossile et du nucléaire n'est pas concevable à l'échelle de quelques années, même si elle est urgente : elle doit être

volontariste, maîtrisée, planifiée. Elle doit être un choix de société transparent, explicite, démocratique. Elle va avec **des avancées et des ruptures en matière de sobriété, de réduction des gâchis, des avancées en matière d'efficacité énergétique**. Cela inclut des mesures radicales, par exemple contre l'explosion du trafic aérien, faute de quoi les efforts réalisés dans tels et tels autres secteurs seraient proprement dilapidés par celui-ci. Cela inclut aussi la décroissance de certaines productions – qui nuisent à la société et à l'environnement – tandis que d'autres productions, socialement et écologiquement utiles, devront croître, en incluant le souci de la qualité de la production.

Une politique énergétique mondiale doit combiner :

- La recherche d'une satisfaction des besoins énergétiques, indissociablement liée à une reconfiguration de la notion de besoins, contre la logique de surproduction et de surconsommation que produit le système capitaliste et son avatar libéral. Il s'agit de rompre avec la croissance exponentielle de la dépense énergétique au Nord, tournée vers l'accumulation de capital (et non principalement vers la satisfaction des besoins), tandis que des centaines de millions d'êtres humains sont destinés par les capitalistes à rester dans la "pauvreté énergétique" (surtout au Sud, mais aussi au Nord). C'est pourquoi le combat pour l'alternative énergétique mondiale est fondamentalement un combat anticapitaliste ;
- La réduction des risques concernant l'extraction, l'exploitation, la production et le transport des matières premières et des énergies produites, prenant en compte les différentes temporalités,
- La diversification des ressources énergétiques, c'est-à-dire la combinaison de multiples sources d'énergies permettant de répondre aux différents besoins, de ne pas dilapider les ressources. C'est ainsi qu'il faut par exemple prendre au sérieux les possibilités de circuits locaux, répondant à des besoins de proximité ;
- La durabilité, pour préparer aux générations futures un avenir meilleur que celui que nous leur promettons ●●●

●●● aujourd'hui en épuisant les matières premières et en dégradant notre environnement, la biosphère ;

- La recherche. Il est ainsi particulièrement grave que la France, entièrement plongée dans le quasi monopole du nucléaire, ait délaissé les investissements en matière d'énergies renouvelables. Elle se trouve de ce fait dans la nécessité de produire un effort substantiel en la matière aujourd'hui. La France et les entreprises doivent dégager des financements nouveaux en matière de recherche et développement. C'est d'abord sous maîtrise publique que doivent avoir lieu ces recherches, avec plus largement l'objectif d'éviter la confiscation mercantile des avancées.

Ce sont là des propositions d'orientations, mises en débat. On ne saurait trop souligner le sens global de notre position : nous pensons que la société doit être mise en capacité de décider des choix énergétiques et que seules des avancées en la matière peuvent permettre des ruptures et des avancées dans le champ des modes de développement. Autrement dit : si les scientifiques doivent éclairer les choix possibles, le pou-

voir de décider ne doit plus appartenir aux spécialistes et aux institutions, mais aux citoyens. C'est d'ailleurs lorsque les citoyens s'emparent des questions,

Les Communistes unitaires soutiennent le projet d'une transition énergétique visant à remplacer simultanément les énergies fossiles et l'énergie nucléaire par des énergies renouvelables et alternatives. Il s'agit d'un choix de société, qui doit aller avec des avancées et des ruptures en matière de sobriété, de réduction des gâchis, des avancées en matière d'efficacité énergétique.

comme actuellement contre l'exploitation du gaz de schistes, que les indus-

triels et les pouvoirs publics sont obligés de reculer.

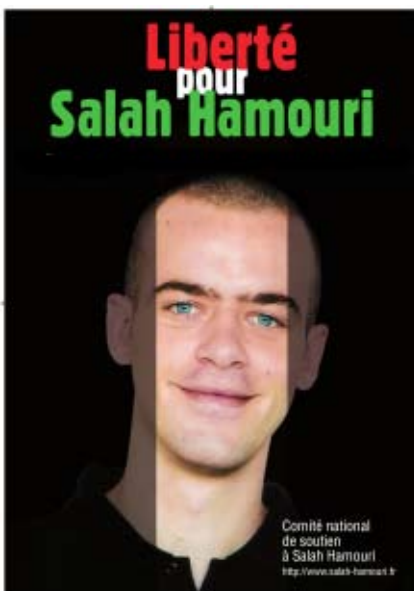
Ce texte - coordonné par Gilles Alfonsi, mis au point grâce notamment aux apports de Julien Alapetite, Christophe Barbillat, Frédéric Bouviolle, Didier Hamel, Michèle Kiintz, Jacques Millet, Pierre Nouzarède, Philippe Stierlin, Pierre Volpini - a été arrêté après de nombreux échanges au sein de l'Association des communistes unitaires, où le débat continue. Il représente un point d'équilibre entre eux. Nous espérons qu'il contribuera au dialogue avec tous ceux qui pourraient le souhaiter.

Lire aussi : *Réflexions provisoires sur les modes de développement, l'écologie et le communisme*, Julien Alapetite et Gilles Alfonsi (août 2009) sur le site : <http://www.comunistesunitaires.net> ainsi que d'autres dossiers et articles sur <http://www.cerisesenligne.fr>

Et vous, qu'en pensez-vous ?

Dites-le nous :

contact.cerises@gmail.com



En prison, en Israël,
depuis **2 260** jours,
plus de six ans.
Agir avec
[le comité de soutien à](#)
Salah Hamouri



Le viol du silence



La couverture médiatique de l'affaire DSK, depuis dimanche, nous éclaire bien plus sur l'état de notre société française que sur ce qui s'est réellement passé dans la suite du Sofitel. Après 24h de commentaires (comme d'habitude, essentiellement d'hommes blancs quinquagénaires ou sexagénaires), lundi matin, j'ai été gagnée par une colère qui peine à redescendre. Toute attachée que je suis à la présomption d'innocence, j'étais tout de même estomaquée par la tonalité générale des commentaires, symptomatique d'une société qui maintient le viol dans le tabou. Nous avons beaucoup entendu les déclarations d'amitié, de solidarité dans « l'épreuve » avec le patron du FMI. Et en avant les pensées pour ses amis, sa femme et les camarades socialistes, ou encore les inquiétudes pour l'image de la France et l'avenir des primaires du PS. Beaucoup avait un mot à la bouche : la décence. Mais il y avait une grande absente : la femme de chambre. La plaignante, une modeste employée à la couleur de peau noire, jeune mère célibataire, traverse elle aussi une épreuve et a une famille qui doit vivre un sale moment. La dignité, c'eût été d'avoir aussi une pensée pour elle, victime présumée d'un acte odieux, destructeur, d'un viol.

Peu l'ont eu. Elle était comme invisible. J'ai donc découvert sans grand étonnement qu'un sondage, réalisé lundi et dont les résultats ont été abondamment relayés hier, révèle qu'une majorité de Français aurait retenu l'hypothèse d'un complot. On peut y voir d'abord l'effet d'une sidération : comment un homme aussi puissant, aussi intelligent, aurait-il pu commettre un viol ? Dans notre imaginaire collectif, le violeur se recrute plutôt dans les catégories populaires. Regardez, les « tournantes », ça se passe en banlieue, avec des jeunes garçons arabo-musulmans. Nous ne voulons pas voir que toutes les catégories socio-professionnelles sont concernées, que les viols en réunion se passent aussi dans les beaux quartiers, que certains hommes de pouvoir, du grand monde, utilisent leur position de domination pour obtenir des relations sexuelles forcées, en politique comme dans les entreprises. Nous ne voulons pas voir la triste banalité du viol, du harcèlement et des agressions sexuelles. La théorie du complot est entrée en résonance avec notre difficulté à prendre au sérieux la parole des femmes victimes de viol. Nombreuses sont celles qui se taisent par peur d'être prises pour des folles, des affabulatrices. On estime que seule une femme violée sur dix porte plainte. Les violences sexuelles posent la difficulté de la preuve, c'est souvent parole contre parole. Jean-Marie le Guen évoquait de possibles « hallucinations » de la femme de chambre new-yorkaise. Une ligne de défense parfaitement audible parce que la suspicion est de mise

pour les femmes qui disent avoir été violées. On entend d'ici le fameux « elle l'a bien cherché ». C'est dans le secret de la confiance que les femmes se racontent bien souvent ces histoires qui, sur le papier, dans la loi, sont des crimes ou des délits.

Quelle que soit la réalité de l'affaire DSK et les résultats du travail de la justice, je pense à toutes les femmes qui sont harcelées, agressées, humiliées, violées, tuées. C'est un phénomène de masse : plusieurs dizaines de milliers de femmes sont victimes de viol en France chaque année. Et l'on sait qu'une femme meurt chaque jour sous les coups de son conjoint. Mais la tolérance sociale à l'égard des violences faites aux femmes est telle qu'un Jack Lang peut plaider en faveur de la libération de « son ami » DSK en ces termes : « il n'y pas mort d'homme ». Cette affaire doit être l'occasion de délier les langues, de regarder en face la réalité et la gravité de cet acte ultime de domination d'un sexe sur l'autre que représente le viol.

Sur [France-Culture](#) 19 mai 2011 - 8h45

Cerises est édité
par les CommunistesUnitaires
contact.cerises@gmail.fr
Noyau de cerises : Gilles Alfonsi,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Arnaud Viviant